

Géopolitique du Nil : le Lion égyptien face au Tigre éthiopien

Benoît Loyer | Étudiant en Master I à l'Institut d'étude des relations internationales (Ileri) et membre de l'association Ileri Défense.

Les projections sur l'avenir de l'Afrique sont de plus en plus nombreuses dans la littérature internationale. Elles conduisent à s'interroger sur les trajectoires tant économiques que politico-stratégiques de nombreux États. En Afrique orientale, deux pays focalisent l'attention des observateurs : l'Égypte et l'Éthiopie. La publication en 2010 par le *McKinsey Global Institute* d'un rapport sobrement intitulé *L'heure des Lions : l'Afrique à l'aube d'une croissance pérenne* reconnaît l'Égypte comme l'une des quatre économies les plus avancées d'Afrique. Si l'Éthiopie n'est pas prise en compte par ce rapport, elle l'est en 2015 dans l'étude d'*Havas Horizons*, *Financer la croissance africaine en 2015-2020 : perception des investisseurs internationaux*, qui la situe à la quatrième place des pays les plus prometteurs du continent. Au même titre que les Dragons en Asie, on peut désormais parler de « Lion égyptien » et de « Tigre éthiopien » en Afrique.

Mais au-delà de l'enjeu du développement économique, ces deux pays sont confrontés à un enjeu sécuritaire et stratégique majeur dans l'affirmation de leur *leadership* régional : le contrôle du Nil.

L'importance de ce fleuve en Afrique orientale correspond à la fois à sa taille et au nombre important de frontières qu'il traverse. En effet, le Nil draine un bassin-versant gigantesque de près de 2,8 millions de km² pour une longueur avoisinant les 6 700 kilomètres. Deux principaux affluents le composent, le Nil Blanc et le Nil Bleu, se rejoignant à Karthoum au Soudan. La majorité du débit du fleuve provient du Nil Bleu qui prend sa source en



© Agnès Stienne : « Barrages le long du Nil » in *Le Monde diplomatique* (voir aussi l'excellente carte dans l'article d'Hervé Amiot).



Éthiopie, dans les montagnes de l'Agaumeder, juste au-dessus du lac Tana. Ainsi, pas moins de dix pays voient leur territoire traversé par le Nil, parmi lesquels l'Éthiopie et l'Égypte sont les plus peuplés (respectivement 94 et 82 millions d'habitants en 2013 selon la Banque mondiale).

Dans la région, le fleuve est un enjeu de sécurité humaine particulièrement important. L'Égypte considère le Nil comme partie de ses intérêts vitaux, faisant sienne la formule bien connue d'Hérodote, « L'Égypte est un don du Nil ». En effet, c'est autour du fleuve que s'est construite la civilisation égyptienne. Ses crues permettent depuis des siècles de fertiliser la terre. Les travaux de domestication du Nil sont nombreux, à l'instar du Haut barrage d'Assouan voulu par Nasser et achevé en 1970, qui symbolise à lui seul l'ambition renouvelée de l'Égypte de baser son développement autour du Nil. En Éthiopie, le fleuve occupe lui aussi une position centrale. Également appelé « Abbay », il est le berceau du christianisme éthiopien, constitutif de la majeure partie de la culture du pays.

On remarque pourtant une disparité dans l'utilisation du fleuve par les deux pays, en défaveur de l'Éthiopie. L'enjeu hydro-politique de la région est ainsi un élément constitutif majeur des relations entre les deux États.

Or, si pendant longtemps l'Égypte a dominé le rapport de force, en quoi la tendance actuelle enjoint-elle à une redéfinition de l'équilibre stratégique ?

L'eau du Nil : enjeu de sécurité régionale

La particularité du bassin du Nil est qu'il constitue pour les pays qui le bordent la ressource essentielle nécessaire à leur sécurité alimentaire et énergétique. La projection du développement des ressources de ces pays se fait ainsi *in situ* et non vers des territoires extérieurs comme le font la plupart des grandes puissances (voir l'analyse de Pierre Blanc). Le rattrapage de l'Éthiopie en termes de développement constitue une nouvelle donne : jusqu'alors l'Égypte s'était comportée comme un État hydro-hégémonique, bénéficiant de sa supériorité militaire malgré sa position en aval du Nil.

Une analyse en termes de sécurité humaine * apparaît pertinente. Le premier enjeu concerne la sécurité alimentaire. L'Égypte en a fait une priorité vitale. L'agriculture de décrue est en effet au cœur du système agricole égyptien. Le Nil fournit 98 % de l'eau consommée dans le pays et 95 % de sa population est massée sur ses rives. En outre, le pays doit faire face à l'érosion de ses terres fertiles

* La sécurité humaine

Pour Mary Kaldor, « [La sécurité humaine] concerne la sécurité des individus et des communautés plus que celle des États, et elle combine les droits de l'homme et le développement humain. La sécurité humaine est souvent considérée comme *soft* parce qu'elle entend combiner sécurité physique et sécurité matérielle ».

ce qui réduit les surfaces agricoles, et cherche à limiter ses importations déjà importantes en denrées agricoles. À l'inverse, selon Franck Galland (*Géoéconomie* n° 50), l'Éthiopie fournit 86 % du débit du Nil pour une consommation de 0,3 %. Son faible développement agricole au XX^e siècle commence à évoluer positivement.

Mais le Tigre d'Afrique orientale mise sur une autre stratégie, celle du développement énergétique. Avec un potentiel hydroélectrique de 45 000 mégawatts, l'Éthiopie ambitionne d'être le château d'eau d'Afrique de l'Est (*cf.* Franck Galland, *Géoéconomie* n° 75) et d'assurer son influence régionale par la maîtrise et la capacité à offrir des ressources. Mais la volonté d'exercer sa souveraineté absolue sur son territoire, et donc sur le Nil Bleu, nécessite une véritable réflexion stratégique au regard des conséquences que peut avoir la construction de barrages sur ses voisins, notamment l'Égypte. Cette dernière a pourtant développé ce type de grandes infrastructures, notamment le barrage d'Assouan qui assure aux alentours de 10 % de la consommation électrique du pays (*cf.* François Lempérière).

Les tensions autour du barrage *Renaissance*

C'est le 2 avril 2011 que le Premier ministre Éthiopien Meles Zenawi inaugurait le *Great Dam Renaissance*, barrage imposant, en aval de la capitale Addis-Abeba, proche de la frontière soudanaise, accomplissant le projet d'un *Developmental State* pour le millénaire. La politique de grands projets d'infrastructure de Zenawi correspond à la volonté d'axer l'unité politique de l'Éthiopie sur le développement, s'inscrivant à l'opposé de l'autoritarisme des régimes du XX^e siècle et dans l'idée de développer la sécurité alimentaire et énergétique du pays. L'objectif du millénaire est donc de recouvrer une grandeur passée. Il s'agit donc d'une renaissance d'où le nom du barrage. La fin de sa construction est prévue pour 2017 et il représentera alors la plus grande réserve d'eau douce d'Afrique, avec 63 milliards de mètres cubes de volume pour une puissance hydroélectrique de 6 000 mégawatts (*cf.* Franck Galland, *Géoéconomie* n° 75). Les principaux investisseurs sont chinois, italiens et coréens et s'ajoutent au soutien de la Banque mondiale.

Un tel projet est considéré comme une provocation par l'Égypte. Les tensions sont vives, comme en témoigne ce projet de l'ancien président Mohamed Morsi, révélé dans une vidéo volée sur *YouTube*, de monter, en plus d'une offensive culturelle et diplomatique, des actions clandestines de déstabilisation de l'Éthiopie comme un soutien de mouvements insurrectionnels, la mise en place de campagnes anti-Éthiopiennes en Érythrée ou en Somalie, ou d'une opération d'intoxication pour faire croire à une mobilisation des forces aériennes égyptiennes ayant pour but l'intimidation (*cf.* Franck Galland, *Le Cercle des Échos*).

Si certains se sont empressés de parler de guerre de l'eau, c'est pour l'instant la voie diplomatique qui domine. Depuis 1999, la *Nile Basin Initiative*



(NBI) regroupe en association les dix pays riverains du Nil. Elle participe activement à la recherche de consensus autour de la gestion des ressources du fleuve. Le 23 mars 2015, un accord est obtenu à Karthoum, mettant fin aux récentes tensions autour de la construction du barrage Renaissance. La belle photo officielle montre le Soudanais Omar Al-Bashir, l'Égyptien Abdel-Fatah al-Sissi et l'Éthiopien Hailemariam Desalegn main dans la main. Doit-on pour autant penser que le chapitre est clos ? Rien n'est moins sûr, surtout si l'on s'attarde sur le jeu des grandes puissances que sont les États-Unis et la Chine dans la région.

L'Éthiopie, nouvel État pivot en Afrique orientale ?

Le changement dans le *statu quo* favorable à l'Égypte est lié à la prise de conscience de l'impact de l'eau comme levier de pression diplomatique. Les États-Unis et la Chine sont à cet égard deux acteurs majeurs dans la région. Le premier cherche à faire de l'Éthiopie son nouvel allié tandis que le second continue son implantation économique sur le continent africain.

Le rapprochement américain peut être analysé de plusieurs manières différentes. D'abord, il y a la question de l'eau. Les États-Unis sont, avec la Grande-Bretagne et Israël, les plus actifs dans la recherche et dans la préparation aux nouveaux enjeux stratégiques posés par la question de la raréfaction des ressources en eau. De nombreux soupçons portent d'ailleurs sur une coopération de l'État d'Israël avec l'Éthiopie dans la construction d'une stratégie défavorable à l'Égypte, sans qu'il n'y ait pour autant de preuves tangibles (*cf. Regional-Ethiopia Politics*). Si l'or bleu peut être vu comme un enjeu géopolitique, il est surtout vu comme un moyen de pression par les États-Unis. Deux causes pourraient être à l'origine d'une utilisation du levier de l'eau du Nil : la possible arrivée d'un régime islamiste au pouvoir en Égypte et la possible remise en cause des Accords de Camp David – et donc de la neutralité de l'Égypte vis-à-vis d'Israël. Cela reste pourtant une hypothèse d'action puisque l'Éthiopie reste prudente sur les conditions de la présence américaine sur son sol. On remarque cependant certaines avancées puisqu'à la suite de la rédaction d'un *Livre blanc* sur cette question de l'eau du Nil Bleu comme enjeu stratégique par le *Center for Strategic and International Studies* et les Laboratoires *Sandia*, une succursale de l'*Africa Center for Strategic Studies* a ouvert le 28 octobre 2007 à l'ambassade américaine en Éthiopie (*cf. Franck Galland, Géoéconomie* n° 50). L'hypothèse d'un rapprochement américain se conçoit aussi dans une perspective de lutte globale contre le terrorisme islamique, l'Éthiopie étant notamment un pays à majorité chrétienne. Les États-Unis souhaitent donc en faire un État pivot, c'est-à-dire utiliser son rayonnement et sa situation géographique régionale pour s'implanter en Afrique orientale et peser militairement et diplomatiquement dans la région.

De son côté, la Chine a plutôt intérêt à une pacification de la zone nilotique. L'Éthiopie est peut-être le pays avec lequel sa politique d'implantation et



d'investissement économique fonctionne le mieux (*cf.* Sébastien Le Belzic) mais l'Empire du Milieu cherche aussi à consolider sa relation stratégique avec l'Égypte qui est assez récente. En effet, la Chine ne voudrait pas compromettre ses intérêts dans le Canal de Suez – approvisionnement énergétique et commerce – en apparaissant comme un ennemi de l'Égypte.

*
**

Au-delà d'une hypothétique guerre de l'eau venant des acteurs régionaux, l'usage du levier nilotique sur l'Égypte reste vecteur de tensions en Afrique orientale. Deux incertitudes prévalent : l'évolution climatique du bassin hydrographique du Nil, qui pourrait, avec le réchauffement de la planète, avoir des conséquences substantielles, et l'évolution des régimes politiques du Tigre éthiopien et du Lion égyptien. Aaron Wolf, spécialiste de la question de l'eau dans les relations internationales, considère que l'histoire hydraulique montre que la coopération a toujours prévalu sur la guerre (*cf.* Frédéric Lasserre, *Diploweb.com*). Ceci n'empêche pas la possibilité d'une redistribution stratégique et d'user des stratégies de dissuasion en utilisant l'arme hydraulique en zone nilotique.

Ainsi, bien qu'il semble prématuré de parler de guerre de l'eau, le futur équilibre du rapport de force entre l'Égypte et l'Éthiopie constitue une nouvelle donne géopolitique qui conduit à une révision des stratégies des différents acteurs, régionaux et extérieurs en Afrique nilotique.



Éléments de bibliographie

- Amiot Hervé : « Le Nil, axe de développement économique et de tensions géopolitiques » in *Les clés du Moyen-Orient*, 28 novembre 2013 (www.lesclesdumoyenorient.com/Le-Nil-axe-de-developpement.html).
- Ayeb Habib : *L'eau au Proche-Orient. La guerre n'aura pas lieu* ; Khartala-Cedej, 1998 ; 232 pages.
- Ayeb Habib : « De la pauvreté hydrique en Méditerranée : le cas de l'Égypte » in *Confluences Méditerranée* n° 58, 2006.
- Ballong Stéphane : « Chinafrique : et si l'Éthiopie était le modèle à suivre ? » in *Jeune Afrique*, 17 novembre 2015 (www.jeuneafrique.com/mag/275927/economie/chinafrique-et-si-l-ethiopie-etait-le-modele-a-suivre/).
- Blanc Pierre : « L'eau : un bien précieux, des enjeux multiples » in *Confluences Méditerranée* n° 58, 2006/3 ; p. 9-19.
- Blanc Pierre : « De l'Égypte à l'Éthiopie, quand la puissance se déplace en Afrique nilotique » in *Confluences Méditerranée* n° 90, 2014/3 ; p. 123-139.
- Callies Quentin : « Le Nil, un enjeu géostratégique et de puissance » in *Infoguerre.fr*, 20 décembre 2012 (www.infoguerre.fr/matrices-strategiques/nil-enjeu-geostrategique-et-puissance-4867/).
- Center for Strategic and International Studies : Global Water Futures: addressing our Global Water Future* ; Sandia National Laboratories, 30 septembre 2005 ; 133 pages.
- Galland Franck : « Le Nil au cœur de la stabilité politique et sociale égyptienne » in *Géoéconomie* n° 75, 2015/3 ; p. 169-175.
- Galland Franck : « Guerre de l'information autour du Nil » in *Le Cercle des Échos*, 20 juin 2013.
- Galland Franck : « L'importance stratégique de l'eau » in *Géoéconomie* n° 50, 2009/3 ; p. 101-110.
- Havas Horizons : Financer la croissance africaine en 2015-2020 : perception des investisseurs internationaux* ; Havas Worldwide et Institut Choiseul, mars 2015 ; 20 pages.
- Houdret Annabelle : « La goutte d'eau qui fait déborder... » in *Géocarrefour*, vol. 80/4, 2005, p. 285-295.
- Lasserre Frédéric : « Guerres de l'eau : inévitables ? » in *Diploweb.com*, 26 janvier 2014 (www.diploweb.com/Guerres-de-l-eau-inevitables.html).
- Lasserre Frédéric et Descroix Luc : *Eaux et territoires. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau* ; Presses de l'Université du Québec, 2011 ; 492 pages.
- Le Belzic Sébastien : « La Chine, bonne élève de l'Afrique » in *Le Monde*, 18 mai 2015 (www.lemonde.fr/afrique/article/2015/05/18/l-ethiopie-la-bonne-eleve-de-la-chinafrique_4635502_3212.html).
- Lempérière François : « Haut barrage d'Assouan » in *Encyclopædia Universalis* (www.universalis.fr/encyclopedie/haut-barrage-d-assouan/).
- Mary Kaldor : « La sécurité humaine : un concept pertinent ? » (traduit de l'anglais par Marcoux Sonia) in *Politique étrangère*, 4/2006 (Hiver) ; p. 901-914.
- « Ethiopia denies Water Cooperation with Israël » in *Regional-Ethiopia Politics*, 29 juin 2004.
- McKinsey Global Institute : L'heure des Lions : L'Afrique à l'aube d'une croissance pérenne* ; juin 2010 ; 12 pages.
- Stienne Agnès : « Barrages le long du Nil » in *Le Monde diplomatique*, juillet 2013 (www.monde-diplomatique.fr/cartes/nil/#&gid=1&pid=1).